

Bulletin trimestriel PAYSAN DU SAHEL



www.afriqueverte.org

Les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel



AMASSA

Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires

Bulletin N° 31

janvier 2013

Editorial :

Après une année 2012 qui a été marquée par une crise humanitaire intense, suite au conflit armé du nord Mali, nous abordons l'année 2013 avec un peu plus d'espoir même si la situation reste encore très fragile et précaire. En ce début de l'année 2013, permettez-nous de vous adresser nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité. Que l'année 2013 soit pour tous nos lecteurs une année pleine d'espoir et de prospérité.

Malgré une situation socio politique et humanitaire assez fragile, AMASSA va poursuivre ses appuis aux populations les plus vulnérables dans un élan de solidarité grâce aux soutiens techniques et financiers de ses partenaires. En effet, suite à la crise socio politique qui a commencé au Mali depuis janvier 2012 et qui a entraîné un afflux massif de populations des régions nord Mali vers les régions du Centre et du Sud du pays, plusieurs partenaires (Collectivités territoriales, associations Françaises et agences des Nations Unies) ont accordé à Afrique Verte et AMASSA des aides d'urgence alimentaire et nutritionnelle qui ont permis de venir en aide aux populations déplacées vulnérables des régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti. Ainsi des distributions gratuites de céréales et de farines infantiles MISOLA ont été réalisées au profit des populations les plus vulnérables, en particulier aux enfants et aux chefs de ménages qui avaient tout perdu. Que ces partenaires trouvent ici l'expression de nos sentiments les plus émus.

Au moment où l'espoir était permis en ce début de l'année 2013 avec l'amorce de négociations pour une paix durable au Mali, nous avons constaté la reprise des hostilités armées suite à une intransigeance des groupes islamistes. Le Mali n'a dû son salut que grâce à une décision historique du Président de la République Française, ponctuée d'une intervention énergique de l'armée française. Mais les opérations militaires qui ont commencé en

janvier 2013 dans le nord et le centre du Mali ont aggravé la situation humanitaire et provoqué le déplacement d'au moins 10.000 personnes en une semaine (source OCHA/PNUD). Selon OCHA, avant le début des opérations militaires, le 10 janvier 2013, plus de 2 millions de personnes étaient menacées d'insécurité alimentaire au Mali, y compris 510.000 personnes ayant un besoin immédiat d'assistance alimentaire et un million de personnes menacées par l'insécurité alimentaire dans les régions du nord. Selon les acteurs humanitaires, 660.000 enfants sont menacés de malnutrition aiguë et plus de 200.000 personnes sont déplacées dans le pays. Environ 1,5 million de personnes sont menacées par des épidémies dues à l'insuffisance des installations en eau et assainissement. D'autres besoins humanitaires liés au contexte actuel augmentent la vulnérabilité de personnes qui luttent pour leur survie. De plus, les familles d'accueil ont de plus en plus de mal à subvenir à leurs besoins (les ressources n'augmentant pas et la charge s'alourdissant dans le temps), ce qui génère souvent des tensions.

Dans une telle situation, AMASSA a décidé de se lancer résolument dans le domaine de l'humanitaire pour trouver des solutions à la souffrance des populations vulnérables qui sont les plus frappées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Outre l'appui dans le domaine alimentaire, AMASSA a décidé de mettre en place rapidement des actions spécifiques visant à contribuer au processus de réconciliation nationale entre les différents groupes ethniques du Mali. C'est à ce prix et à ce prix seulement que nous pensons que le Mali pourra retrouver sa quiétude d'antan et retrouver sa place dans le concert des nations éprises de paix et de justice.

La Coordination AMASSA

SOMMAIRE

Editorial.....	1
Actualités – vie du terrain.....	2 – 8
Brèves.....	8
Affaires – Opportunités d'affaires.....	8

ACTUALITES - VIE DU TERRAIN

• BOURSE INTERNATIONALE ET AG AVI 2012 : AMASSA A L'HONNEUR

La bourse internationale a eu lieu les 13 et 14 décembre 2012, au Conseil Burkinabé des Chargeurs (CBC) de Ouagadougou. Cette bourse a été organisée par le groupe Afrique Verte comprenant Afrique Verte Internationale (AVI), Afrique Verte, Afrique Verte Mali (AMASSA), Afrique Verte Niger (AcSSA), Afrique Verte Burkina (APROSSA). La bourse a enregistré des participants de 7 pays du Burkina, du Niger, de la Guinée, du Mali, du Togo et de la Côte d'Ivoire.



Visite des stands par les officiels

Le Mali était représenté par 19 participants dont des salariés, des commerçants du réseau et des transformatrices venant des zones de Ségou, Bamako et Mopti.

Les offres de vente, toutes céréales confondues, s'élèvent à 63.269 tonnes et les offres d'achat à 45.434 tonnes, toutes céréales confondues.

Les négociations ont abouti à la signature de 50 contrats pour 20.076 tonnes de céréales.

S'agissant plus précisément des participants du Mali, 14 contrats ont été signés, portant sur 3.910 tonnes toutes spéculations. Au niveau des besoins d'importation, les opérateurs maliens ont signé 4 contrats portant sur du maïs (60 tonnes) en provenance du Burkina et du niébé (500 tonnes) en provenance du Niger. Les exportations envisagées

portent sur 4 contrats de mil, sorgho et maïs pour le Niger (2.200 tonnes). L'exécution de ces contrats est subordonnée à l'obtention des autorisations d'exportation auprès des autorités. Cinq contrats sont à exécuter entre maliens : 1.150 tonnes, portant sur du mil, sorgho, maïs et niébé.

La bourse a été couplée à l'AG ordinaire d'AVI 2011-2012, tenue le 14 décembre dans la salle du Conseil du CCB de Ouagadougou. Cette AG a connu la présence de l'ensemble des membres du bureau du CA, les autres membres de l'AG, les coordinateurs de trois des associations membres et une délégation de deux personnes d'AGUISSA.

Les points inscrits à l'ordre du jour étaient entre autres la Présentation des activités et des bilans financiers (exécution, difficultés et perspectives), la situation d'Afrique Verte France, le dossier d'adhésion d'AGUISSA et le renouvellement du CA.

A l'issue de ces travaux, les organisations nationales ont fait le tour de leurs activités et un bilan a été dégagé par organisation. Par rapport à AVI, il ressort des échanges la nécessité de diversifier les sources de financement et de réfléchir de façon approfondie à une démarche de collecte des fonds pour financer les activités et le dispositif institutionnel. Pour ce faire, la recommandation a été faite de rendre plus visible AVI.

AGUISSA devient membre d'AVI suite à la présente AG qui recommande le parrainage d'AMASSA pendant l'année pour contribuer à améliorer la qualité des documents soumis.

A l'issue des élections, le nouveau bureau du CA se compose comme suit :

- Président : Mamadou GOÏTA (AMASSA)
- Vice-président : Bruno Godens DAGNON (AV)
- Secrétaire Général : Cyrille SAWADOGO (APROSSA)
- Trésorier : Sani Laouali ADOH (AcSSA)

Une soirée de remerciement a été organisée pour la présidente sortant d'AVI et le président sortant d'AV. Par ailleurs le Coordinateur d'AMASSA, Mohamed HAIDARA a été reconduit comme chef de file des équipes techniques.



Le nouveau Président d'AVI, M. Goïta, remercie la présidente sortante : Madame Christine Kaboré



Gérard Mery, Président sortant d'AV



PAGE NOIRE

Dans la nuit du 4 au 5 janvier 2013, toute l'équipe d'AMASSA Afrique Verte Mali, Afrique Verte International et l'ensemble du monde agricole malien ont été fortement attristés par la perte de l'un de leurs. **Mohamed SARR**, Chef de Zone à Gao avant l'occupation par les troupes rebelles, muté depuis à Bamako, s'en est allé pour toujours.

Il était encore présent récemment à la Bourse Internationale de Ouagadougou et lors des cérémonies de vœux avec le Président AMASSA Mamadou Goïta, le 2 janvier seulement. C'est lui qui a réalisé le reportage de la bourse pour permettre à tous les acteurs sur le net de suivre directement l'activité. Nous regrettons Mohamed Sarr, au caractère jovial, aimable, courtois, ouvert et qui était engagé avec enthousiasme dans son travail. Aussi, nous prions tous et avec sa famille la disparition de l'illustre pour leur signifier notre sincère compassion et nos condoléances les plus attristées et témoigner de notre reconnaissance et notre gratitude.

Qu'ALLAH le tout PUISSANT lui accorde sa MISERICORDE. AMEN !

• PARTICIPATION SIAO 2012

Du 26 octobre au 4 novembre 2012, s'est tenu à Ouagadougou au Burkina Faso, le SIAO : Salon international de l'artisanat. Y ont participé six transformatrices de céréales, particulièrement de fonio et de sésame, sur le programme « Amélioration de la compétitivité des chaînes de valeur du fonio et du sésame » en partenariat avec IRD (International Relief & Development).

Sur ce projet à trois composantes, AMASSA est chargée du volet « Amélioration du traitement et de la transformation du sésame et du fonio » qui intervient dans 6 communes sur 3 régions du Mali : Ségou, Mopti, Koulikoro et le district de Bamako.

Les 6 transformatrices qui ont participé à cet événement international venaient de Bamako, Koro, Kati, Koulikoro et Tominian. Elles avaient amené des produits d'une valeur totale d'environ 900.000 FCFA et elles les ont vendus à 90%. Les produits phares étaient le djouka, le fonio précuit, le laro, l'huile de sésame, les croquettes de sésame et les cosmétiques de sésame.

Dans le cadre de la valorisation des chaînes de valeur, elles ont acheté 280 kg de sésame et 72 kg de fonio aux producteurs. Elles ont aussi passé un contrat de 139.000 FCFA avec une restauratrice ayant participé au projet.



• REGARD SUR LA SITUATION DES DEPLACES DES REGIONS NORD MALI

Depuis janvier 2012, le Mali connaît la crise la plus grave de son histoire, se traduisant par une perturbation sur son environnement socio politico économique, avec comme conséquence un afflux de populations des régions nord Mali vers les régions du Centre et du Sud du pays.

Entre janvier et juin 2012, les villes de Mopti et Sévaré ont enregistré l'arrivée de ménages venant des régions nord du Mali (Gao, Tombouctou, Kidal) mais aussi de certains cercles de la région de Mopti (Douentza, Ténenkoun et Youwarou). Ces populations qui vivaient dans la quiétude, bien insérées dans le tissu économique de leur terroir d'origine, ont ainsi tout perdu. Ces familles ont été obligées de tout laisser derrière eux (maison, bétail, champs, biens matériels et financiers...) et se sont installées dans les zones plus sûres au centre et au sud du pays, mais dans des conditions souvent très précaires. Cette crise a eu des incidences considérables sur la situation alimentaire des populations maliennes, notamment déplacées.

En septembre 2012, les chiffres fournis par OCHA/PNUD (Bureau de Coordination des Affaires

Humanitaires, du PNUD) font état de 436.000 réfugiés du nord Mali ayant fui le territoire d'origine pour se replier vers le centre et le Mali sud (260 000) ou dans les pays frontaliers (176 000).



De nombreux déplacés du nord Mali sont actuellement dans les villes de Bamako, Ségou, Kayes, Sikasso, Mopti et Sévaré.

Les déplacés viennent auprès de parents ou amis, entraînant un grossissement des familles dont les revenus sont déjà très modestes. Ces populations déplacées et les familles d'accueil au sud deviennent du coup toutes vulnérables. Les ménages qui n'ont pas eu de point de chute se sont installés dans des campements.

Pour alléger autant que possible les souffrances des populations déplacées, l'Etat malien vient de mettre en place un nouveau programme dénommé

PAPD (Programme d'Appui en faveur des populations déplacées). Aussi l'Union Européenne vient de décider d'augmenter de 20 millions d'euro l'aide humanitaire qu'elle est entrain de fournir à l'Etat malien en réponse à la crise.



La commission européenne entend utiliser cette nouvelle enveloppe pour intensifier l'effort de secours dans l'ensemble du pays et plus

particulièrement dans le nord ainsi que dans les pays voisins où des dizaines de milliers de nos compatriotes ont trouvé refuge.

Mamadou Bathily,
 Chef de zone Afrique Verte Tombouctou
L'article a été rédigé avant le début des opérations militaires actuelles au Mali.

• RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES

1 - Dans le cadre du renforcement des capacités de la campagne « Nous sommes la solution », la responsable de zone de AMASSA, coordinatrice nationale de la campagne pour le Mali, et des représentantes de l'AOPP et de la CAFO de la commune III ont participé à une session de formation au Ghana du 19 au 23 novembre 2012 portant sur le leadership et les outils de communication.

Les représentantes des 5 pays qui pilotent la campagne sous la conduite de l'ONG sénégalaise FAHAMU (Ghana, Mali, Burkina, Guinée Conakry et Sénégal) ont pris part à cette session de formation.

L'objectif de cette session de formation était d'approfondir les capacités des participantes sur le leadership et les techniques de communication pour faire passer le message de la campagne.

Les objectifs spécifiques de la campagne étaient de :

- Promouvoir les bonnes pratiques et savoirs, connus et transmis pendant des générations en Afrique ;

- Influencer les décideurs et promouvoir une meilleure gouvernance ;
- Valoriser la production de l'agriculture familiale.

La méthodologie utilisée pour atteindre des objectifs a été le brainstorming, les travaux de groupe, les restitutions en plénière. Au cours de cette session des présentations ont été faites sur les politiques agricoles des pays participants et sur les lois d'orientation agricole.

De plus, des séances pratiques ont été effectuées sur les outils de communication à savoir le communiqué de presse, la conférence de presse, et les interviews. Les insuffisances ont été corrigées au besoin.

Cette session a été d'un grand appui pour les participantes qui ont vu leurs capacités rapidement améliorées. Elles seront ainsi mieux armées pour mener la campagne dans les différents pays.



Vue des participantes et présentation de 2 participantes (à droite Yah Diakité, Koutiala)

2 - RONGEAD, organisation non-gouvernementale basée à Lyon dont les activités couvrent les secteurs des filières agricoles et agro-industrielles, le renforcement des capacités des organisations de producteurs et les politiques agricoles dans les pays en développement, a organisé du 6 au 9 décembre 2012 à Bobo Dioulasso, au Burkina Faso, un atelier sous-régional d'échanges techniques portant sur les services d'information et d'accompagnement sur les marchés.

Ses partenaires Chigata Côte d'Ivoire sur la filière anacarde, INADES-Formation Burkina Faso sur les filières sésame et anacarde, Veco Sénégal, Acor Guinée, APROSSA Burkina, RCIP Mali (Réseau de

Cellules d'Information de Proximité) et AMASSA Mali (le responsable formations et le chef de zone de Ségou) ont pris part à la réunion.

L'objectif des projets en cours est d'améliorer la connaissance du marché des petits producteurs pour augmenter leur capacité de prise de bonnes décisions dans les opérations de vente. En effet ces projets sont financés par l'AFD (Agence Française de Développement) et la GIZ (Coopération technique allemande) en Côte d'Ivoire et par l'Union Européenne et la Région Rhône-Alpes au Burkina.

L'objectif général de l'atelier était de fondre les différentes actions dans le projet sous-régional

N'kalô (« je suis au courant » en Dioula), les améliorer en commun, engager les partenaires actuels et à venir sous cette idée, et lancer le « N'kalô » sous-régional.

Au cours de la rencontre, une session de formation sur l'analyse de marché des acteurs présents a été réalisée. Cette formation était surtout axée sur les enjeux de la commercialisation des produits agricoles.

Elle avait pour objectif d'améliorer et de renforcer les acquis des services d'information régionale en vue de créer un service sous régional beaucoup plus cohérent et opérationnel.

S'agissant des perspectives de partenariat, AMASSA et RONGEAD vont poursuivre les échanges en vue d'étudier leur faisabilité. D'autre part, il ressort des opportunités à explorer au niveau local avec le RCIP.



• **APPUI A LA PRODUCTION CEREALES DE QUALITE :**

Le PAM (P4P) équipe les OP

Le P4P, programme pilote d'achats auprès des petits agriculteurs, (PAM), est à sa dernière année de projet. Outre l'amélioration des revenus des producteurs que ce programme a engendrée, il a aussi permis le renforcement des capacités techniques des OP participantes en termes d'organisation de ventes groupée, d'amélioration de la qualité des céréales, de gouvernance au sein des OP, entre autres, mais surtout de renforcement des capacités : infrastructures de stockage et de matériels post-récoltes pour l'amélioration continue de la qualité des produits. Il s'agit essentiellement de :

- Matériels de stockage : palettes, bascules, tamis ;
- Construction de 7 magasins de stockage d'une capacité totale de 1.600 tonnes à Cinzana, Béléko, Wacoro, Zantiébougou, Tissala, Kamba et Logo pour une valeur de 105 millions de FCFA
- Dotation en sacs PICS pour la conservation de niébés aux groupements féminins
- Des batteuses de mil (comme ici en image des batteuses en construction pour l'union de Koutiala)
- Des charrettes de transport.



Les 15, 16 et 17 janvier 2013, le PAM vient de tenir la Revue Annuelle du P4P. Atelier au cours duquel les participants (OP, commerçants, structures partenaires de la société civile et de l'administration) ont été informés que les achats locaux du PAM sont satisfaits à partir des achats locaux depuis la campagne 2006/2007.

De 2007 à 2012, le PAM a acheté 20.000 tonnes de céréales au Mali dont 20% auprès des OP. Il est à signaler que ces achats concernent le mil, le sorgho, le riz et le niébé. Pour l'instant, le maïs ne fait pas partie des denrées achetées au Mali pour des questions liées au taux d'aflatoxine assez élevé dans cette céréale. Toutefois des tests d'achats ont été effectués et des requêtes formulées par les fournisseurs du PAM (OP et commerçants).

S'agissant des prévisions d'achats en 2012-2013, le PAM envisage de prendre 50.000 tonnes de céréales dont 2/3 en mil, 1/3 en sorgho et 100 tonnes de niébé). D'autre part, en raison du potentiel existant au Mali, la CEDEAO, envisage de constituer des stocks stratégiques. Une évaluation sommaire auprès des fournisseurs (OP et commerçants) présents à la revue annuelle, fait ressortir un potentiel de 34.870 tonnes en mil, sorgho, maïs, riz et niébé.

D'autre part, les priorités identifiées par les participants au cours de cette réunion, pour 2013, concernent :

- Actions de formation des OP sur :
 - Gestion administrative et financière ;

- Marketing/recherche de marché ;
- Analyse de marché (informations prix, déterminants de l'offre et la demande, informations relatives aux offres et aux demandes) ;
- Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation au sein des OP ;
- Appui à l'élaboration et à l'accompagnement de plans d'affaires ;
- Diversification de marchés (OPAM, industries de transformation, commerçants...) avec des actions de plaidoyer notamment ;
- Renforcement des équipements post-récoltes et de production ;
- Promotion de la coopération inter-OP à travers des actions de commercialisation plus groupées ;
- Poursuite des appuis spécifiques au genre.

IICEM et AMASSA publient un « Manuel de bonnes pratiques pour l'amélioration de la qualité du mil/sorgho à l'attention des organisations paysannes ».

Le projet IICEM (Initiatives Intégrées pour la Croissance Economique au Mali) dans le cadre du développement de la Chaîne de Valeur Mil/Sorgho en partenariat avec AMASSA vient de réaliser un « Manuel de bonnes pratiques pour l'amélioration de la qualité du mil/sorgho à l'attention des organisations paysannes ».

La réalisation de ce document vise à fournir aux organisations paysannes et aux commerçants

partenaires d'IICEM un Guide de Bonnes Pratiques (de la semence aux produits finis) permettant d'obtenir des céréales de qualité répondant aux spécifications et besoins des marchés nationaux et internationaux.

Les acteurs intéressés par ledit manuel devront prendre contact avec les structures concernées.

BREVES

✚ Philippe MAYOL, Responsable Afrique CCFD, en mission au Mali, a rencontré le 24 novembre 2012, une équipe d'AMASSA, des responsables d'UT de Bamako et bien d'autres partenaires du CCFD. Cette mission entraine dans le cadre du suivi de la situation au Mali, les perspectives de partenariat et les réorientations à envisager.

✚ Le CCFD- Terre Solidaire, a accordé 17.000 euros à Afrique Verte, pour AMASSA et AcSSA, dans le cadre d'aides d'urgence : aides alimentaire aux populations déplacées du Mali et reconstitution de banques de semences suite aux inondations au Niger. L'enveloppe destinée au Mali a permis à AMASSA d'acheter 24 tonnes de mil pour venir en aide à 480 ménages vulnérables de Gao installées sur Bamako. En prenant en moyenne 7 membres par ménage, cette aide d'urgence a permis de toucher directement 3.360 personnes.

✚ M. Koman Barry, Chef de zone AMASSA Kayes s'est rendu en France du 12 au 20 janvier 2013 sur invitation du CCFD - Terre Solidaire afin de participer à des rencontres de travail dans le cadre de la préparation d'un projet de développement sous régional (Mali, Niger, Burkina, Sénégal et Mauritanie).

✚ La production céréalière prévisionnelle 2012 – 2013 du Mali (**non encore validée**) est évaluée par l'EAC (Enquête Agricole de Conjoncture) à 6.554.857 tonnes de céréales, dont 2.076.423 tonnes de riz, et 1.418.907 tonnes de maïs. Cette production est supérieure à celle de la campagne précédente (évaluée à 5.777.729 tonnes), soit une augmentation de +13%. Le riz passe de 1.741.473 tonnes l'an passé, à 2.076.423 tonnes, soit une hausse de +19% ; le maïs passe de 1.298.234 tonnes l'an passé, à 1.418.907 tonnes (+9%).

✚ Le SNS (Stock National de Sécurité) et SIE (Stock d'intervention de l'Etat) OPAM seraient à des niveaux très bas d'environ 811 tonnes et 35.000 tonnes de mil/sorgho.

✚ L'état d'urgence, en vigueur au Mali depuis le 12 janvier, a été prorogé pour trois mois supplémentaires, afin d'assurer le bon déroulement des opérations militaires déclenchées depuis le 10 janvier 2013 en cours pour la libération des régions occupées du pays.

AFFAIRES – OPPORTUNITES D'AFFAIRES – ECHANGES DE TECHNOLOGIE

Annonces, Annonces !!!

Reconstitution des stocks institutionnels :

- **OPAM**, SNS (Stock National de Sécurité) de 35.000 tonnes (niveau actuel environ 811 tonnes) et SIE (Stock d'Intervention de l'Etat) d'environ 35.000 tonnes.
- **PAM**, intentions d'achats de 50.000 tonnes (2/3 en mil, 1/3 en sorgho, environ 100 tonnes de niébé) et des essais probables en maïs.
- **CEDEAO** en perspectives pour la constitution de stocks stratégiques.